

# **COUR D'APPEL DE COLMAR**

## ***SERVICE ADMINISTRATIF RÉGIONAL***

**Transports de corps à visage découvert  
dans le cadre des autopsies et de tout examen prescrit  
par les autorités judiciaires du ressort de la Cour d'appel de Colmar**

***Lot n° 1 : département du Bas-Rhin (67)***

***Lot n°2 : département du Haut-Rhin (68)***

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES  
(CCP)**



LA PRÉSENTE CONSULTATION EST CONDUITE EN RÉFÉRENCE AUX ARTICLES L 2124-1 ET L 2124-2,  
R 2124-1 ET R 2124-2 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE,  
AINSI QU'EN APPLICATION DES ARTICLES R.91 À R.249-8 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE SUR LES FRAIS DE JUSTICE

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1</b>	<b>Présentation, objet, procédure, durée et forme du marché</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2</b>	<b>Pièces constitutives du marché</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3</b>	<b>Délais d'intervention</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4</b>	<b>Définition des prestations</b>	<b>6</b>
Article 4.1	transport de corps en l'état, dans un véhicule spécialisé, jusqu'à sa remise	6
Article 4.2	fourniture de housse sanitaire biodégradable	6
Article 4.3	personnel nécessaire au transport	7
Article 4.4	computation des distances kilométriques à facturer	7
Article 4.5	rapatriement du corps	7
<b>ARTICLE 5</b>	<b>Conditions d'émission des commandes</b>	<b>8</b>
Article 5.1	lieu d'exécution des prestations	9
Article 5.2	Modalités d'émission des commandes	9
Article 5.3	Modalités d'attribution des bons de commande	9
Article 5.4	Contenu des bons de commande	9
Article 5.5	Validité des bons de commandes	10
Article 5.6	Conduite des prestations	10
Article 5.7	Suivi d'exécution	10
Article 5.8	Modifications éventuelles du marché	10
<b>ARTICLE 6</b>	<b>Sous-traitance</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 7</b>	<b>Vérifications et réception des prestations</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 8</b>	<b>Indemnités et révision des prix</b>	<b>11</b>
article 8.1	Montant du marché	11
article 8.2	Nature des indemnités	11
article 8.3	Variation des prix	12
article 8.4	Clause butoir	13
<b>ARTICLE 9</b>	<b>Modalités de règlement</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 10</b>	<b>Intérêts moratoires</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 11</b>	<b>Pénalités</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 12</b>	<b>Obligations de discrétion et de confidentialité</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 13</b>	<b>Litiges</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 14</b>	<b>Résiliation du marché</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 15</b>	<b>Dérogations au CCAG-FCS</b>	<b>16</b>

### **1.1 Frais de justice et collaborateur occasionnel du service public**

Les frais de justice sont réglementés par les articles R.91 à R.249-8 du Code de procédure pénale (CPP).

Ils comprennent les prestations nécessaires aux autorités judiciaires, afin de mener à bien les missions régaliennes confiées au ministère de la justice. Ces prestations sont ainsi essentielles au bon déroulement des procès pénaux ou civils, à l'engagement de l'Action Publique et à la manifestation de la vérité dans les procédures criminelles ou correctionnelles.

Réalisées sur réquisitions judiciaires, ces prestations revêtent ainsi une nature particulière, qui justifie leur statut dérogatoire au droit commun.

Il en résulte également que les articles R.92 et R.93 du CPP énumèrent limitativement les interventions appartenant à cette catégorie.

Les transports de corps sont mentionnés à l'article R.92 7° du CPP.

Les frais ainsi engendrés sont « *exposés avant ou après la réalisation d'examens thanatologiques, ordonnés dans le cadre d'une enquête judiciaire sont des frais de justice criminelle, correctionnelle et de police.* »

Les prestataires de transport de corps intervenant dans le cadre du présent marché acquièrent alors le statut de « *Collaborateur Occasionnel du Service Public* ».

A ce titre, ils perçoivent une indemnité, dont le montant résulte du Bordereau des Prix Unitaires inclus au marché, mais dont le statut relève du régime dérogatoire des frais de justice.

***Le choix de soumettre cette prestation à la procédure formalisée d'appel d'offre est sans effet sur ce statut.***

### **1.2 Objet de la consultation**

Le présent marché a pour objet les prestations de transport de corps à visage découvert dans le cadre des autopsies ou de tout autre examen thanatologique prescrit par les autorités judiciaires pour l'ensemble du ressort de la Cour d'appel de Colmar.

Il est constitué de deux lots :

- Lot n° 1 : département du Bas-Rhin (67)
- Lot n° 2 : département du Haut-Rhin (68)

Les prestations comprennent, quel que soit le lieu :

- ⇒ la prise en charge du corps en l'état et son transport dans un véhicule spécialisé, jusqu'à sa remise à l'Institut Médico-Légal (IML) ;
- ⇒ la conservation du corps en chambre funéraire avant transport à l'IML, à titre exceptionnel et dérogatoire, sur réquisition spéciale et dans les conditions prévues à l'article 4.4 du CCP, et pour la stricte durée séparant l'enlèvement du corps de son lieu de découverte à son dépôt à l'IML compétent ;

- ⇒ le transport après l'autopsie ou tout autre examen, qui permet de rapatrier le corps du défunt vers son lieu de découverte ou lieu proche désigné par la famille, à coût égal ;
- ⇒ la fourniture d'une housse biodégradable ;
- ⇒ le personnel et le matériel nécessaires au transport.

### **1.3 Procédure**

La présente consultation est passée selon la procédure de l'appel d'offre ouvert en application des dispositions des articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2 du Code de la Commande Publique.

### **1.4 Durée du marché**

Pour chacun des deux lots, le présent marché prend effet le 1er mai 2025 pour une période initiale de 24 mois.

Il est ensuite renouvelable annuellement, par période de 12 mois, par reconduction tacite, sauf décision de non reconduction de l'autorité adjudicatrice, notifiée 1 mois avant le terme.

Le marché ne pourra pas excéder une durée totale de 4 années et prendra fin au plus tard le 31 décembre 2028.

Les décisions sont notifiées par voie électronique à l'adresse figurant dans l'acte d'engagement. La décision de non reconduction du présent marché ne donne lieu au versement d'aucune indemnité.

En cas de non reconduction du marché, le titulaire est tenu d'assurer l'ensemble des prestations prévues au marché dans la période allant de la date de notification de la décision de non reconduction à la date d'effet de celle-ci.

### **1.4 Forme du marché**

Le présent marché est assimilable à un accord-cadre exécuté par l'émission de réquisitions des autorités judiciaires dans le cadre de procédures criminelles, correctionnelles ou de police.

Ces réquisitions équivalent aux bons de commande, tels que définis aux articles R.2162-2 al.2, R.2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

En raison de la nature sensible de ces prestations et en fonction de la nature des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve une possible multi-attribution - 3 titulaires maximum par lot. Les conditions sont fixées à l'article 5.3 du CPP.

## **Article 2 – Pièces constitutives du marché**

### **2.1 Les pièces particulières**

- **L'acte d'engagement** (AE) comprenant le Bordereau de Prix Unitaires

- **Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes :**

- annexe 1 - liste des juridictions bénéficiaires du marché
- annexe 2 - modèle de bon de commande
- annexe 3 - modèle d'attestation de service fait
- annexe 4 - typologie de prise en charge du transport de corps
- annexe 5 - désignation des membres d'un groupement (*à la fin de l'acte d'engagement*)

- **Le mémoire technique** que le titulaire a remis avec son offre comprenant notamment :

- l'organisation proposée pour l'exécution des prestations (effectif de chauffeur-porteur, parc des véhicules spécialisés à disposition, délai d'intervention...)
- l'organisation des permanences de nuit, ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés (personnel d'astreinte disponible, permanence téléphonique....)
- l'organisation proposée pour le suivi de l'exécution du marché (personne chargée d'assurer la conduite du marché, modalités de diffusion de l'état récapitulatif des commandes)

## **2.2 Les pièces générales**

- **Le cahier des clauses administratives générales** applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS), approuvé le 30 mars 2021 .

En cas de contradiction entre clauses des différents documents, ceux-ci prévalent dans l'ordre énuméré à l'article 2.1 à l'article 2.2.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures ou tout autre document commercial.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations définies à l'article 1<sup>er</sup> ci-avant, dans les délais fixés par l'administration.

### **Article 3 - Délai d'intervention**

Le délai d'intervention du titulaire pour un transport de corps, suite à une demande de l'administration, ne peut excéder **deux (2) heures**, quelle que soit la période (jour, nuit, week-end, jour férié), à compter de la réception de la réquisition et du bon de commande par télécopie ou par courriel, dûment signé par la personne habilitée.

Dans l'hypothèse d'une urgence, ce délai débute à compter de l'appel téléphonique de la personne habilitée.

#### **Cas particulier :**

Dans les cas de décès intervenus en milieu ferroviaire, le Titulaire est susceptible d'être soumis aux termes des conventions signées entre la SNCF et l'Autorité Judiciaire. Le délai du CPP peut alors être réduit.

Dans l'hypothèse où le Titulaire serait dans l'incapacité, ou refuserait, d'intervenir dans les délais et conditions fixés par la convention, l'Officier de Police Judiciaire en charge de l'enquête serait fondé à solliciter un autre prestataire pour répondre à l'urgence de la situation.

#### **Article 4 – Définition des prestations**

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations définies au présent CCP dans les délais fixés par l'Administration.

Les prestations de transport de corps à visage découvert prescrites par les autorités judiciaires concernent aussi bien les transports de corps pour autopsie que pour examen à visée médico-légale.

##### **4-1 - Transport de corps en l'état, dans un véhicule spécialisé, jusqu'à sa remise**

Pour réaliser le transport de corps à visage découvert, le titulaire doit être équipé d'un véhicule spécialement aménagé à cet effet et avoir obtenu une habilitation pour le transport mortuaire.

Le véhicule doit répondre aux conditions des articles D. 2223-110 à D. 2223-115 du code général des collectivités territoriales.

Le corps doit être systématiquement placé dans une housse sanitaire biodégradable à usage unique, puis déposé sur une civière dans le compartiment du véhicule, séparé de façon close et hermétique de l'habitacle destiné au conducteur et, le cas échéant, aux passagers.

Il peut être constitué d'un caisson hermétique fixé de façon inamovible dans la caisse du véhicule.

Le compartiment funéraire ne peut comporter ni partie vitrée, ni système d'aération. Il est équipé d'un dispositif de sécurité permettant d'actionner son système d'ouverture de l'intérieur.

Les corps sont transportés sur des civières incurvées dont la surface est lisse, imperméable et susceptible d'être lavée et désinfectée de façon fréquente sans corrosion, munies d'un dispositif de sangles. Un dispositif autobloquant à l'intérieur du compartiment funéraire assure le maintien des civières pendant le transport.

Le compartiment funéraire dispose d'une isolation isotherme telle que le coefficient global de transmission thermique est au plus de 0.7 watt par mètre carré et par degré Kelvin. Pour une température ambiante de 30° C, le dispositif de refroidissement du compartiment funéraire doit permettre d'atteindre en une heure au plus une température intérieure comprise entre 0° C et 7° C, puis de la maintenir entre ces valeurs pendant au moins 9 heures. Toute installation d'un dispositif de production de froid par évaporation ou sublimation d'un agent frigorigène dans le compartiment funéraire est interdite.

Lorsque la production de froid est assurée par un groupe mécanique monté dans la caisse du véhicule, le refroidissement du condensateur est conçu de façon à éviter l'aspiration de l'air ayant déjà circulé dans le compartiment ou des gaz d'échappement et à assurer l'évacuation de l'air chaud à l'extérieur du véhicule.

La température intérieure du compartiment funéraire est mesurée de façon permanente par un thermomètre dont la sonde est placée dans le système d'aspiration de l'évaporateur et dont l'affichage est installé de façon apparente à l'extérieur du compartiment.

La carrosserie des véhicules de transport de corps avant mise en bière ne peut être de couleur blanche. Les signes distinctifs de l'entreprise utilisatrice, le cas échéant, sont limités à trois par véhicule, chacun ayant une surface d'au plus de 10 centimètres carrés.

#### **4-2 - Fourniture d'une housse sanitaire biodégradable**

Le corps est placé dans une housse sanitaire biodégradable, à usage unique, d'une épaisseur minimal de 125 microns, avec fermeture en nylon d'une dimension minimale de 220 cm x 90 cm.

Le cas échéant, le corps dans la housse sanitaire biodégradable est placé dans une seconde housse, appelée « housse mortuaire porteuse » permettant une manutention aisée de la personne décédée à transporter, dotée de six poignées de portage intégrées, avec structure renforcée et fermeture à glissière plastique. Elle est réutilisable et ne sera donc pas facturée à l'Administration.

#### **4-3 - Personnel nécessaire au transport**

Le titulaire doit impérativement prévoir le personnel nécessaire pour le transport du défunt et les manutentions générées par ce transport, du lieu de prise en charge jusqu'au lieu de dépôt (centre de thanatologie ou autre) et ce, quel que soit la configuration et les équipements des sites concernés.

#### **4-4 Computation des distances kilométriques à facturer**

**Le point de départ pour le calcul du trajet correspond au lieu de l'enlèvement du corps** et non au lieu d'implantation de l'entreprise du titulaire, sauf en cas de navette éventuelle vers une chambre funéraire (cf supra).

Lorsque l'autopsie n'est pas faite le jour même de l'enlèvement du corps ou lorsqu'il est impossible de transporter le corps directement vers l'IML (en raison de l'absence de service de permanence à l'IML ou d'incompatibilité avec ses horaires d'ouverture), le transport vers une chambre funéraire est compté dans les kilomètres facturés **à la condition indispensable que ce passage soit mentionné sur une réquisition spéciale et réalisé sur ordre exprès d'un magistrat.**

Le titulaire du marché doit, dès lors, disposer d'une réquisition expresse de l'OPJ autorisée par le procureur de la République permettant, en cas de fermeture de l'IML ou d'impossibilité de recevoir le corps dûment justifié, un dépôt ou une conservation du corps au sein d'une chambre funéraire désignée préalablement au transport à l'IML.

La computation du trajet à facturer est basée sur l'intitulé de mission indiqué sur la ou les réquisitions et selon les typologies présentées à l'annexe 4 du présent CCP.



**Ne sont pas indemnisés les frais kilométriques effectués sans le corps du défunt.**

**Le présent marché ne prévoit pas le remboursement du temps d'attente des personnels sur le lieu de découverte ou à l'IML, ni aucun autre frais annexe.**

Par exemple :

- si la réquisition indique « transport à l'institut médico-légal (IML), la mission s'entend pour un prix « aller-retour » soit :

- ▶ un transport « aller » avec le corps, du lieu de l'enlèvement jusqu'à l'IML
- ▶ un transport « retour » sans le corps, de l'IML jusqu'au lieu de reprise d'activité du titulaire.

- si l'autopsie ou l'examen n'est pas réalisé immédiatement, la réquisition indique « transport à l'IML via chambre funéraire », la mission s'entend donc pour un prix comprenant :

▶ un transport « aller » avec le corps, du lieu de l'enlèvement du corps jusqu'à la chambre funéraire indiquée

▶ un transport « retour » sans le corps, de la chambre funéraire indiquée jusqu'au lieu de reprise d'activité du titulaire

▶ puis ultérieurement : un transport depuis le lieu d'activité du titulaire pour rechercher le corps à la chambre funéraire indiquée et le transférer vers l'IML

▶ un transport « retour » sans le corps, de l'IML au lieu de reprise d'activité du titulaire.

#### **4-6 Rapatriement du corps (sous réserve qu'il soit demandé dans la réquisition puis confirmé dans le bon de commande)**

A l'instar des frais de transport de corps vers l'IML, les frais de rapatriement de corps après autopsie vers le lieu de découverte ou un lieu proche du lieu de découverte sont supportés par les frais de justice et doivent être inclus dans la facture du titulaire.

Dans le cas où la famille du défunt souhaite que le corps de ce dernier soit rapatrié vers un autre lieu, cette demande sera satisfaite, dès lors que le coût du transport n'excède pas celui d'un rapatriement vers le lieu de découverte ou un lieu proche du lieu de découverte.

Dans le cas contraire, les frais de rapatriement du corps restent à la charge de la famille. Le titulaire devra donc établir une facture complémentaire à l'attention de la famille.

Dans les hypothèses où le rapatriement du corps n'est pas autorisé à visage découvert, le transport après mise en bière est pris en charge au titre des frais de justice vers le lieu de découverte ou lieu proche ; à l'exception de la fourniture du cercueil qui reste à la charge de la famille ou de la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles.



## **Article 5 - Conditions d'émission des commandes**

### **5-1 - Lieu d'exécution des prestations**

De manière générale, les prestations de transport s'exécutent sur l'ensemble territoire national,

- à partir du département du Bas-Rhin (67), constituant le lot n° 1.
- à partir du département du Haut-Rhin (68), constituant le lot n° 2.

### **5-2 - Modalités d'émission des bons de commande**

Les bons de commande sont passés par les juridictions relevant de la Cour d'appel de Colmar, identifiées par un code et un sigle. La liste figure en annexe 1.

Cette liste est modifiable autant que de besoin pendant la durée d'exécution du marché, par courriel avec accusé de réception adressée par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur aux titulaires.

Pour tout transport de corps, la juridiction ou l'officier de police judiciaire adresse au titulaire un bon de commande à en-tête de la cour d'appel, dûment complété et signé par la personne habilitée.

La communication au titulaire du bon de commande est effectuée, en premier lieu par télécopie ou par voie électronique avec le bon de commande scanné.

L'original du bon de commande est transmis ensuite au titulaire par voie postale dans les meilleurs délais.

A titre exceptionnel et, dans des situations d'urgence, l'exemplaire original de la réquisition peut valoir commande ; dans ce cas, le bon de commande est envoyé au titulaire en régularisation, dans les meilleurs délais.

La date à prendre en considération est, soit celle de l'accusé de réception délivré par le télécopieur ou par la messagerie électronique, soit celle de la réception de l'exemplaire original de la réquisition.

Dès le début du marché, le titulaire devra communiquer au représentant du Pouvoir Adjudicateur correspondant les informations suivantes :

- le numéro de téléphone, joignable 24heures/24 et 7jours/7, mis à la disposition des magistrats et des Officiers de Police Judiciaire pour commander une prestation de transport de corps
- l'adresse de messagerie électronique pour la transmission de la réquisition et du bon de commande correspondants
- le numéro de fax en cas de difficultés informatiques

### **5-3 - Modalités d'attribution des bons de commande**

Les critères d'attribution des bons de commande entre les titulaires d'un même lot sont les suivants par ordre décroissant d'importance :

- la proximité du lieu de prise en charge du corps ;
- la disponibilité immédiate du prestataire.

#### **5-4 - Contenu des bons de commande**

Les bons de commande comportent notamment :

- le numéro du présent marché ;
- le code et le sigle de la juridiction ;
- le numéro du chapitre d'imputation budgétaire ;
- la prestation de transport (lieu d'enlèvement, lieu de destination, date du transport).

A réception du bon de commande et de la réquisition, le titulaire du marché établit un mémoire de frais et une facture, lesquels doivent comporter le numéro de marché ainsi que le code et le sigle de la juridiction concernée ayant commandé la prestation.

#### **5-5 - Validité des bons de commande**

Les bons de commande ne doivent en aucun cas être surchargés ou raturés.

Tout bon de commande émis pendant la durée légale du marché sera poursuivi jusqu'à sa complète exécution.

#### **5-6 - Conduite des prestations**

Le titulaire désignera, dès la notification du marché, une personne qui assurera la conduite du marché. Au cas où cette personne ne serait plus en mesure d'assurer sa mission, le titulaire devra en informer l'administration et s'engage à prendre immédiatement toutes dispositions pour que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise.

#### **5-7 - Suivi d'exécution**

Afin d'assurer le suivi du marché, le titulaire fournira chaque semestre, un état récapitulatif des commandes passées par voie électronique.

Cet état récapitulatif devra contenir les informations relatives au nombre et au coût des transports effectués sur la période considérée pour chaque Tribunal Judiciaire (TJ) identifié sur les bons de commande.

Il sera adressé la première quinzaine suivant la période considérée aux adresses suivantes :

[rgbmp.sar.ca-colmar@justice.fr](mailto:rgbmp.sar.ca-colmar@justice.fr) et [chef.chorus.ca-colmar@justice.fr](mailto:chef.chorus.ca-colmar@justice.fr)

#### **5-8 - Modifications éventuelles du marché**

Toute modification éventuelle des clauses du présent marché s'effectuera par voie d'avenant.

## **Article 6 - Sous-traitance**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations, objet du marché, à condition d'avoir obtenu l'acceptation de la personne responsable du marché pour chaque nouveau sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement.

Les contrats de sous-traitance sont soumis aux mêmes conditions d'intervention que celles prévues dans le cadre du présent marché. En aucun cas, ils ne peuvent être en contradiction ou inférieurs en qualité au présent marché, le titulaire restant responsable des interventions de ses sous-traitants.

Le titulaire reste l'unique interlocuteur de la personne publique pour l'ensemble des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance déclarée, le candidat devra fournir à l'appui de son offre la liste nominative des sous-traitants auxquels il envisage de confier l'exécution de certaines prestations. Il devra adresser également un acte spécial ou acte spécial modificatif au pouvoir adjudicateur indiquant la nature et le montant des prestations qui sont exécutées par le (les) sous-traitant(s) payé(s) directement, le nom de ce (ces) sous-traitant(s) et les conditions de paiement de ce (ces) contrat(s) de sous-traitance ;

Ce document constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

## **Article 7 - Vérification et réception des prestations**

Les dispositions du chapitre 5 du CCAG-FCS s'appliquent.

## **Article 8 – Indemnités et variation des prix**

### **8-1 - Montant du marché**

Le présent marché est conclu avec un maximum en valeur de 2.956.000 € TTC à valoir pour l'ensemble de sa durée et sur les 2 lots. La fixation de ce maximum s'appuie sur l'exécution budgétaire et comptable du précédent marché entre le 01/01/2021 et le 31/12/2024.

### **8-2 – Nature des indemnités**

Les prestations sont réglées en application des prix unitaires mentionnés à l'article B-4 de l'acte d'engagement. S'agissant de frais de justice, le titulaire se voit verser des indemnités.

Le présent marché est conclu à prix unitaires. Ils sont établis hors taxes et sont réputés comprendre :

- ⇒ les frais de transport ;
- ⇒ le carburant ;
- ⇒ les péages d'autoroutes ;
- ⇒ les salaires et les charges liées au personnel ;
- ⇒ les frais de fonctionnement ;

- ⇒ les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ;
- ⇒ les frais administratifs ;
- ⇒ tous les frais résultant des obligations contractuelles du titulaire.

**Attention** : les montants stipulés aux tranches numéros 2 à 11 de l'article B-4 de l'acte d'engagement s'entendent comme des montants HT correspondants à la tranche du total des kilomètres parcourus et ne sont pas cumulables entre elles.

*Exemple : Pour un trajet total de 100 Km, il convient de prendre en compte et d'appliquer uniquement le prix figurant à la tranche numéro 5, à laquelle s'ajoute le prix de la housse (numéro 1) et éventuellement les majorations pour transport de nuit, dimanche ou jours fériés (numéros 12, 13 ou 14), le passage en chambre funéraire (numéro 15 ou 16).*

### **8-3 - Variation des Prix**

Les prix du marché sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres, soit **février 2025**, dit mois zéro.

Les prix sont **fermes** pour les commandes passées pendant la période initiale du marché, soit jusqu'au 30 avril 2027.

Pour les 2 périodes suivantes de 12 mois (mai 2027 et mai 2028), ils seront **révisés** au mois de mai de chaque année, par application de la formule suivante :

$$P = P_0 [ 0,15 + 0,65 S/S_0 + 0,20 (FSD2/FSD2_0) ]$$

dans laquelle :

- P est le prix révisé ;
- P<sub>0</sub> est le prix initial au « mois zéro », soit le mois de février 2025;
- S<sub>0</sub> est la valeur au « mois zéro », soit février 2025, de l'indice « ICHTrev-TS », salaire et charge, du coût horaire du travail révisé, tous salariés, pour les activités de services administratifs et de soutien (001565196), publié par l'INSEE ;
- S est la dernière valeur connue au 1er mai de l'année de la révision, de l'indice « ICHTrev-TS », salaire et charge, du coût horaire du travail révisé / Tous salariés / Activités de services administratifs et de soutien - Identifiant : 001565196, publié sur le site Internet de l'INSEE ;
- FSD2<sub>0</sub> est la valeur au « mois zéro », soit février 2025, de l'indice de prix Frais et Services Divers (catégorie 2), publié par l'INSEE ;
- FSD2 est la dernière valeur connue au 1er mai de l'année de la révision, de l'indice de prix Frais et Services Divers (catégorie 2), publié au moniteur des travaux publics et du bâtiment.

Les **valeurs initiales** seront celles du mois comprenant la date limite de remise des offres, soit **le mois de février 2025**.

Les **valeurs finales** seront celles en vigueur au **mois de mai de chaque année de révision**.

Pour le calcul du coefficient de révision, le nombre de décimales est fixé à 4.

Notification de la révision : La révision des prix fait l'objet d'une notification à tous les titulaires par le responsable de la gestion budgétaire du service administratif régional de la cour d'appel de Colmar.

Les nouveaux prix ainsi calculés restent inchangés pendant la durée de la nouvelle période de douze mois et s'appliqueront aux ordres de services émis durant cette période.

Les nouveaux prix constituent la pièce justificative de toutes les factures émises par le titulaire au titre du présent marché et n'ont pas à être constatés par avenant.

#### **8-4. Clause butoir**

Par suite de l'application de la formule de révision, les prix ne pourront pas subir une augmentation de plus de 5 % par an. Le titulaire ne peut s'y opposer.

### **Article 9 - Modalités de règlement**

Dans le cadre de la modernisation de l'action publique, l'Etat met en place la dématérialisation du processus de gestion des frais de justice et son intégration automatisée dans le système financier de l'Etat.

Depuis le 18 décembre 2017, tous les prestataires de justice utilisent la solution Chorus Pro. Pour le paiement des mémoires de frais de justice, elle offre des fonctionnalités de dépôt, de saisie, de recherche et de consultation. Afin de faciliter sa prise en main, une documentation est disponible sur la Communauté Chorus Pro :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-prestataires-de-justice/>

Ce portail est le site dédié aux prestataires du Ministère de la Justice leur permettant de transmettre à l'Administration leurs Mémoires de Frais de Justice sous format électronique.

Le(s) Titulaire(s) ne doit/doivent plus faire parvenir leurs mémoires sous format papier au service centralisateur des frais de justice des Tribunaux Judiciaires concernés.

Le(s) Titulaire(s) du marché saisit/saisissent directement ses mémoires à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Il(s) joint/joignent les pièces justificatives :

- Acte à l'origine de la mission, qui mentionne l'autorité requérante, la juridiction et la nature de la prestation : **réquisition** de l'officier de police judiciaire ou du magistrat du parquet, ordonnance de juge d'instruction, du juge des libertés et de la détention, du tribunal.

- Acte attestant l'accomplissement de la mission : **l'attestation de mission** comporte notamment le nom et prénom du prescripteur et du prestataire, le service, les référents, la date de la mission. Le prescripteur devra dater et signer l'attestation de mission.

- Les factures reprendront les mentions suivantes :

- les noms et adresse du TITULAIRE ;
- le nom et l'adresse de la juridiction destinataire de la facture ;

- le nom et l'adresse du service destinataire des prestations ;
- le numéro du marché ;
- le numéro de la commande ;
- l'identification du destinataire ;
- la nature des prestations ;
- le(s) prix unitaire(s) HT appliqué ;
- le taux de TVA applicable ;
- le montant total HT et TTC ;
- la nature exacte et détaillée des trajets effectués.

Le compte créé au préalable sur Chorus Pro permet de consulter, de télécharger et de suivre en temps réel le statut d'avancement du traitement et du paiement.

Les paiements seront effectués pour chaque mémoire déposé selon les règles de la comptabilité publique, après certification du mémoire déposé sur Chorus par le service centralisateur des frais de justice du tribunal judiciaire territorialement compétent au compte ouvert au nom du TITULAIRE.

Nota : l'attention du TITULAIRE est attirée sur le fait que toute facture non présentée dans les formes fixées par le marché sera retournée, le délai global de paiement étant alors interrompu.

### **Article 11 – intérêts moratoires**

Le traitement des frais de justice bénéficie d'une procédure spécifique et dérogatoire au droit commun.

Cette procédure est prévue au sein du Code de procédure pénale. Elle implique le recours à la certification ou à la taxation, ainsi que l'exercice de voies de recours extraordinaires, s'ouvrant postérieurement au versement des indemnités.

Cette procédure fait exception aux textes du Code de la commande publique sur la facturation des marchés et les délais de paiement. Le présent marché ne pourra ainsi pas donner droit au versement d'intérêts moratoires pour le dépassement de ces délais.

La Cour d'appel se fixe pour objectif un délai global de paiement de 30 jours à compter de la réception du mémoire de frais et de la facture. Cependant, le dépassement de ce délai ne pourra pas non plus donner lieu à intérêts moratoires.

### **Article 12 - Pénalités**

#### **12-1 - Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque les délais indiqués sur le bon de commande ou à défaut à l'article 3 ci-avant sont dépassés du fait du titulaire, celui-ci encourt, par 1/4 heure de retard, et sans mise en demeure préalable, la pénalité établie suivant la formule :

$$P = V \times R$$

**50**

P = montant de la pénalité

V = valeur hors taxes de la prestation concernée, calculée sur la base du trajet visé dans la ou les réquisition(s) établie(s) par l'autorité judiciaire, conformément au prix indiqué par le titulaire du BPU

R = nombre de retard par tranches de 15 minutes.

Les pénalités, dont le titulaire pourrait être redevable à ce titre, seront réglées par précompte au moyen de retenues sur les paiements à effectuer.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel défini à l'article 3 ci-avant, il lui incombe de signaler à la personne publique les causes n'étant pas de son fait (cas de force majeure), qui font obstacle à l'exécution du marché.

### **12.2 Pénalité pour non-exécution de la prestation**

Si une prestation n'a pas été réalisée du fait du TITULAIRE, une pénalité égale à **30 %** du prix de la prestation calculée sur la base du trajet visé dans la ou les réquisitions établie(s) par l'autorité judiciaire, conformément au prix indiqué par le titulaire dans le BPU, sera appliquée.

Si l'inexécution est due à une indisponibilité du prestataire, celui-devra la justifier.

### **12-3 - Réfaction pour mauvaise exécution des prestations**

Si le Représentant du Pouvoir Adjudicateur estime que les prestations fournies par le titulaire ne satisfont pas qualitativement entièrement aux conditions du marché, une réfaction qui consiste en une réduction du prix selon les imperfections constatées sera appliquée.

Cette réfaction est appliquée, sur simple constat fait par l'administration, et est équivalente à **20 %** du montant du bon de commande.

Les pénalités, dont le titulaire pourrait être redevable à ce titre, seront réglées par précompte au moyen de retenues sur les paiements à effectuer.

### **12-4 - Pénalité pour retard dans la remise des éléments statistiques**

Le non-respect des délais indiqués à l'article 5-7 ci-avant pour la remise des éléments statistiques entraîne une pénalité égale à **10 € HT** par jour calendaire de retard.

Les pénalités, dont le titulaire pourrait être redevable à ce titre, seront réglées par précompte au moyen de retenues sur les paiements à effectuer.

## **Article 13 - Obligation de discrétion et de confidentialité**

Le titulaire s'engage à appliquer et à faire appliquer le secret professionnel sur les informations et documents auxquels il aura accès pendant l'exécution du marché. Il s'oblige donc notamment à tenir strictement confidentiels et à ne pas divulguer les documents et informations dont il aura directement ou indirectement connaissance, dans le cadre du marché, à quelque titre que ce soit.

## Article 14 - Litiges

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

### 1/ Principes communs au règlement amiable des différends

- **Rappels quant aux processus de règlement amiable des différends**

La médiation ou la conciliation par le Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics sont des processus de règlement amiable des différends. Leur recours vise notamment à favoriser une solution rapide et pérenne aux problèmes rencontrés, et participe à l'objectif de préserver la relation future du ministère avec ses fournisseurs.

À ce titre, chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

- **Suspension des délais de recours contentieux et de prescriptions**

Conformément au code de justice administrative, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties indiquées dans le courriel d'ouverture qui leur est envoyé par le médiateur « Relations fournisseurs » ou de la date de saisine du Comité consultatif du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics.

Ces démarches interrompent les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après la tentative de règlement amiable, ou de la constatation de l'échec de la démarche.

- **Confidentialité**

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation ou la conciliation par le Comité sont soumises au principe de confidentialité. Ce principe vise à favoriser les échanges via la libération de la parole, l'émergence de nouvelles idées ou la clarification de situations.

Aussi, les constatations et les déclarations des parties recueillies dans le cadre du règlement amiable doivent rester confidentielles.

Ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la démarche, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.



## **2/ Possibilité de saisir le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs**

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation. Le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs, dont l'indépendance est garantie par le fait qu'il n'intervient dans aucune phase de la commande publique, peut être saisi par mail à l'adresse suivante :

[mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr](mailto:mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr)

ou par courrier recommandé avec avis de réception à :

***Monsieur le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs  
13 place Vendôme 75042 Paris Cedex 01***

Par ailleurs, le médiateur pour les relations entre le ministère de la justice et ses fournisseurs peut être consulté par téléphone au 06 77 62 09 60.

Le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs n'intervient que pour les différends entre le(s) titulaire(s) du marché et le ministère.

Modalités de saisine du médiateur « Relations fournisseurs »

La saisine du médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs doit comporter : le nom de l'entreprise à l'origine de la demande, son numéro de SIRET, l'objet du marché et, le cas échéant, du ou des bon(s) de commande concerné(s), l'objet de sa sollicitation, le service concerné au sein du ministère de la Justice, les coordonnées mail et téléphoniques de la personne pouvant être contactée au sein de l'entreprise.

Le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais.

Dès lors que la demande d'une partie est estimée éligible, le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs sollicite l'avis de l'autre partie. Si les deux parties acceptent l'entrée en médiation, le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs envoie un courriel d'ouverture aux deux parties, précisant la date d'acceptation des parties.

Cette date constitue l'entrée en médiation et fixe la date de la première réunion.

Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

### **• Durée de la médiation**

Les parties décident de fixer un délai de médiation, dans la limite de 6 mois maximum à compter de la date d'entrée en médiation.

La date d'entrée en médiation est celle précisée par le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs dans son courriel d'ouverture attestant l'acceptation des parties d'entrer dans la démarche. À défaut, elle correspond à la date de la première réunion de médiation, conformément à l'article L. 213-6 du code de justice administrative.

### **3/ Possibilité de recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ou au Médiateur des entreprises**

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent ou au Médiateur des entreprises, conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est :

***Direction des affaires juridiques  
Sous-direction de la commande publique  
Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public  
1C - Bâtiment Condorcet - 6, rue Louise Weiss - Télédoc 353- 75703 PARIS Cedex 13***

En cas d'échec du règlement amiable, le différend relève de la compétence du tribunal administratif de **Strasbourg**.

#### **Article 15 - Résiliation du marché**

Le marché pourra être résilié dans les conditions fixées au chapitre 7 du CCAG-FCS.

#### **Article 16 - Dérogations au CCAG-FCS**

Les articles 9, 10 et 11 et du présent marché dérogent au CCAG-FCS.